

Pétrole : histoire d'une dépendance mondiale



Les unes du journal « Le Monde », datées des 23 octobre 1973, 15 novembre 1980, 19 septembre 1990 et 4 janvier 2008. « LE MONDE »



éric Albert

L'envolée des cours des hydrocarbures observée depuis le début de la guerre au Moyen-Orient rappelle les chocs pétroliers de 1973, 1979 et 2008, chaque fois suivis d'une récession et de promesses de sobriété énergétique jamais tenues

Le 2 février 1977. Devant un feu ronflant dans la cheminée, Jimmy Carter, installé à la Maison Blanche depuis deux semaines, s'adresse à ses compatriotes. Le nouveau président des États-Unis est très inquiet de la situation énergétique. « *Il faut voir la réalité en face : notre déficit énergétique est permanent.* » Son pays produit alors de moins en moins de pétrole et souffre des prix du baril, qui ont quadruplé en 1973, lors du premier choc pétrolier. Il en appelle à la responsabilité de chacun : « *La quantité d'énergie gaspillée, qui pourrait être économisée, est supérieure au total de l'énergie que nous importons des pays étrangers.* » Pour lui, il est urgent que les Américains apprennent à vivre de façon « *économe* ». Pour renforcer le message, il porte un épais pull jaune plutôt qu'une veste.

Depuis cinq décennies, le monde vit au rythme des prix du pétrole. La flambée des cours observée depuis le début de la guerre américano-israélienne en Iran, le 28 février, rappelle, une fois encore, l'extrême dépendance de l'économie mondiale aux hydrocarbures. Comme il y a dix-huit ans, quarante-sept ans et cinquante-trois ans, une mécanique inflationniste similaire se met en place. A chaque choc, les promesses de se désintoxiquer de l'or noir se multiplient, avant d'être oubliées lorsque les prix retombent.

Quand Jimmy Carter prononce son discours de 1977, la consommation mondiale de pétrole était de 63 millions de barils par jour. Elle dépasse aujourd'hui 105 millions. Le mode de vie « *économe* » prôné par l'ancien président américain ne s'est jamais concrétisé. Car, aux chocs pétroliers de 1973, de 1979 et de 2008 ont succédé des contre-chocs, avec de longues périodes d'effondrement des prix, suivant toujours la même logique.

Le premier choc pétrolier a ainsi rendu rentable l'exploitation des gisements de la mer du Nord et de l'Alaska, ce qui a fait grimper la production et baisser des cours. De même, en 2008, l'envolée des prix qui a suivi l'émergence économique de la Chine et de l'Inde a rendu rentable le pétrole de schiste aux États-Unis, qui sont de nouveau devenus exportateurs nets d'hydrocarbures. « *A chaque hausse des prix, une nouvelle limite est repoussée, permettant d'aller chercher les barils toujours plus loin* », explique Matthieu Auzanneau, auteur d'un livre référence sur le sujet (*Or noir. La grande histoire du pétrole*, éditions La Découverte, 2021). « *Sauf que, maintenant, on a fait le tour de la planète* », ajoute-t-il.

1973, premier choc pétrolier : la fin du pétrole bon marché

« *Popeye arrive à court d'épinards bon marché.* » D'un trait d'humour, Peter Peterson, le ministre du commerce américain, résume son inquiétude. En ce mois de novembre 1972, il est venu exposer la situation délicate des Etats-Unis devant la grande conférence annuelle des compagnies américaines du pétrole. Voilà deux ans que le pays, qui a fait de l'or noir le moteur de sa puissance, a passé son pic de production. Les gisements extraordinaires, comme ceux du Texas, où il suffisait de creuser un trou pour trouver le précieux liquide, sont de la vieille histoire. La même année, Jim Akins, le « M. Pétrole » de l'administration américaine, explique à qui veut l'entendre que les prix sont « *trop bas* » : « *Il n'y a pas assez de gisements et pas assez d'argent pour en trouver de nouveaux si le prix du pétrole reste aussi bas.* »

De l'autre côté de la planète, le Moyen-Orient est en pleine ébullition. En 1960, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) est créée. Initialement, elle n'a guère de pouvoir. Mais, un à un, les pays commencent à nationaliser leurs ressources : Algérie, Irak, Libye... « *Le pétrole arabe aux Arabes* », clame le parti Baas, au pouvoir en Irak.

Dans ce jeu mondial, le Moyen-Orient a d'autant plus la capacité de se faire entendre qu'il est devenu un acteur majeur du secteur. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, il ne comptait que pour 5 % de la production mondiale. Au début des années 1970, c'est un tiers.

Février 1971 : le sommet de l'OPEP, à Téhéran, marque un moment de bascule. Jusqu'alors, les majors américaines fixaient entre elles le « *prix posté* » du pétrole, qui faisait référence à travers le monde. Ce n'est plus tenable. Aux Etats-Unis, certains contrats s'échangent déjà près du double du prix officiel. A regret, les compagnies américaines acceptent les exigences des pays producteurs : le baril passe de 1,79 à 2,17 dollars. L'augmentation n'est pas très forte, mais elle change tout. Désormais, ce sont les pays de l'OPEP qui fixent les prix. « *Au Moyen-Orient, le vrai choc est considéré comme ayant eu lieu en 1971, pas en 1973* », souligne l'historien Philippe Pétriat, auteur d'un livre sur l'histoire arabe du pétrole (*Aux pays de l'or noir*, Gallimard, 2021). C'est ce double changement – chute de la production aux Etats-Unis, prise de contrôle dans le monde arabe – qui enclenche le premier choc pétrolier. Le 6 octobre 1973, quand l'Egypte et la Syrie attaquent Israël en pleine fête du Yom Kippour, les ingrédients d'une détonation économique sont réunis. Deux jours plus tard, l'OPEP se réunit à son siège, à Vienne. La réunion est prévue de longue date, mais le sort des Palestiniens accentue les doléances des pays producteurs. Après une semaine de négociations tendues avec les « Sept Sœurs », l'OPEP impose le doublement du prix, à 5,12 dollars le baril. Pendant ce temps, les combats font rage : 500 avions et 2 700 tanks sont détruits jusqu'au cessez-le-feu du 25 octobre.

Sous la houlette du nouveau secrétaire d'Etat américain, Henry Kissinger, les Etats-Unis mettent en place un pont aérien et livrent 1 000 tonnes d'équipement par jour à Israël, ce qui fait basculer l'issue du conflit. Furieux, les pays arabes imposent un embargo sur les exportations de pétrole vers les soutiens d'Israël, Etats-Unis en tête, ainsi qu'une baisse de 5 % de leur production. « *Le pétrole arabe ne vaut pas plus que le sang arabe* », enrage le cheikh Zayed Ben Sultan, le président des Emirats arabes unis, pour expliquer l'embargo.

La fin des hostilités ne marque pourtant que le début du choc pétrolier. Contre toute attente, la déflagration reprend en Iran, deux mois plus tard. Fin décembre, le chah, Mohammad Reza Pahlavi, pourtant le plus sûr allié de Washington dans la région, demande secrètement un prix du baril à 14 dollars. Même l'Arabie saoudite, beaucoup plus modérée, est prise de court. Le 23 décembre, les pays de l'OPEP se mettent d'accord sur un prix posté de 11,65 dollars. La presse américaine trouve un surnom évident à cette décision : « *Le massacre de la veille de Noël.* » Avec un quadruplement des prix en trois mois, le monde sort de l'ère du pétrole bon marché. « *Le premier choc pétrolier a été celui du franchissement d'une première limite physique locale [celle du pétrole conventionnel aux Etats-Unis]* », conclut M. Auzanneau.

1979, deuxième choc pétrolier : les marchés paniquent

Pour l'Occident, le choc de 1973 est immense. En décembre, une station essence sur cinq est à sec aux Etats-Unis. Des bagarres éclatent entre automobilistes. Même les courses automobiles de la Nascar doivent être raccourcies. En Europe, plusieurs pays interdisent la conduite le dimanche. Le Royaume-Uni, également en proie à de grandes grèves des mineurs de charbon, est contraint de limiter la semaine de travail à trois jours dans la plupart des industries. Pour faire des économies, la BBC interrompt ses programmes à 22 h 30.

Dans son livre, M. Auzanneau raconte que des prêtres débattent très sérieusement sur les ondes britanniques pour savoir s'il est moral, pour des personnes de la même famille, de prendre des bains ensemble. Ironie de l'histoire, David Rockefeller, le patron de la Chase Bank et héritier de l'empire pétrolier du même nom, accorde un prêt d'urgence à la banque d'Italie pour éviter la faillite au pays.

« *Economisons l'essence, économisons l'électricité, économisons le chauffage* », martèle le président français, Georges Pompidou. Son premier ministre, Valéry Giscard d'Estaing, propose de créer « *une heure d'été, pour mieux faire coïncider le jour et la journée* ». Il mettra son idée à exécution en mars 1976. Dans le même temps, l'Agence pour les économies d'énergie, créée deux ans plus tôt, invente le fameux slogan « *En France, on n'a pas de pétrole, mais on a des idées* ». L'heure est aux petites voitures. La Renault 5, opportunément sortie en 1972, fait un immense carton, écoulant 3 millions et demi de véhicules en un peu plus d'une décennie. Mais les efforts d'économie n'y peuvent rien. La récession balaie l'Occident, arrivant en France en 1975, mettant brutalement fin aux « trente glorieuses ». Il faut trouver une autre énergie. Tous les regards se tournent alors vers le nucléaire. Ça tombe bien : les autorités françaises travaillent depuis plusieurs années à développer un réacteur. Le 6 mars 1974, Pierre Messmer, le premier ministre, annonce la construction de 13 réacteurs. L'année suivante, le président des Etats-Unis, Gerald Ford, propose d'en construire 200 – une soixantaine seront finalement réalisés.

De son côté, le Moyen-Orient vit le *tafra*, littéralement le « bond vers le haut ». « *Ces pays ont connu une prospérité fantastique* », raconte M. Pétriat. En Algérie, Rabah Driassa, star de la chanson, lance le tube *Al-Bitrul* (« le pétrole »). Les villes se développent à toute vitesse, les services de santé gratuits sont mis en place, des emplois garantis dans la fonction publique sont réservés à la population locale. « *On ne savait pas trop quoi faire de tant d'argent* », ose même, rétrospectivement, l'ingénieur Hocine Malti, qui deviendra vice-président de la Sonatrach, la compagnie pétrolière algérienne.

Cet afflux de pétrodollars provoque cependant des tensions sociales et de fortes inégalités dans la région. C'est notamment vrai en Iran, où le régime du chah est, par ailleurs, extrêmement impopulaire. Le 19 août 1978, un incendie criminel dans un cinéma de la cité pétrolière d'Abadan fait 400 morts. Des manifestations et des grèves secouent le pays. En novembre 1978, 30 tankers attendent en vain de remplir leurs cuves autour de l'île de Kharg, d'où part l'essentiel des exportations de pétrole d'Iran. Un mois plus tard, les exportations sont complètement bloquées. En janvier 1979, le chah, Mohammad Reza Pahlavi, fuit le pays, laissant le pouvoir au régime de l'ayatollah Khomeyni.

« *Les marchés ont alors paniqué* », explique M. Auzanneau. Depuis 1973, la fixation des prix a été libéralisée. Cette fois-ci, l'envolée du prix n'est pas une décision politique, mais un mouvement financier mondial incontrôlé. La guerre entre l'Iran et l'Irak, qui ravage les deux pays pendant huit ans (1980-1988), ajoute à la déstabilisation de la production pétrolière. En dollars d'aujourd'hui (corrigés de l'inflation), le baril atteint 160 dollars en 1980. Il reste au-dessus de 100 dollars pendant près de quatre ans.

1985, contre-choc pétrolier : la désillusion de l'OPEP

Avec le deuxième choc pétrolier, l'Occident est frappé de plein fouet par la stagflation – la stagnation économique, doublée d'une inflation persistante. En France, la hausse des prix dépasse 10 % par an pendant près d'une décennie. Partout dans le monde, la chute du pouvoir d'achat provoque des grèves, la contestation sociale fait rage. Pour la deuxième fois en une décennie, la consommation mondiale de pétrole baisse. Mais alors que le recul n'avait duré que deux années entre 1973 et 1975, il s'étendra, cette fois, sur une décennie. Dans l'histoire de l'or noir, c'est un phénomène unique, qui ne se reproduira pas.

Dans ce contexte, Margaret Thatcher et Ronald Reagan arrivent au pouvoir respectivement en 1979 et en 1980, avec la ferme conviction qu'il faut asséner un remède de cheval à l'économie. C'est la grande époque du monétarisme. La Réserve fédérale, la banque centrale américaine, monte ses taux d'intérêt à 20 %. L'objectif, qui est de tuer l'inflation, est atteint, mais le prix à payer est une récession carabinée. Le chômage monte à 11 % aux Etats-Unis, son plus haut niveau depuis la seconde guerre mondiale. En France, le « *tournant de la rigueur* » de 1983 imposera la même logique de contrôle de l'inflation. La barre des 2 millions de chômeurs est franchie en 1984.

Mais l'envolée du prix du baril bouleverse la donne du monde pétrolier, rendant rentable l'exploration de réserves beaucoup plus lointaines. En mer du Nord, British Petroleum proclame fièrement en 1975 sa prouesse technologique, quand elle commence à exploiter l'énorme gisement Forties, situé 106 mètres au-dessous du fond marin, à 177 kilomètres des côtes. A son pic, celui-ci fournira le quart de la consommation britannique. En Alaska, des réserves en grandes quantités avaient été découvertes dans les années 1960, mais l'immense enjeu était de les extraire et de les transporter. Grâce au prix élevé, un pipeline de 1 300 kilomètres est inauguré en 1977. Il est placé sur des piliers autoréfrigérants, afin que le brut qui circule ne fasse pas fondre – et s'affaisser – les sols gelés. Le seul coût du transport est alors de 6 dollars le baril, le double du prix d'avant 1973.

Chute de la demande, hausse de l'offre : l'inévitable recul des prix débute en 1983. Fin 1985, une décision venant d'Arabie saoudite accélère la dégringolade. Le roi Fahd est alors sous forte pression des Etats-Unis pour augmenter

sa production. Le dirigeant saoudien hésite, puis il se laisse tenter. Après tout, avec l'émergence de nouvelles exploitations ailleurs dans le monde, son pays a perdu d'importantes parts de marché. Inonder la planète d'or noir lui permettrait de mener une contre-offensive. En même temps, Washington brandit la peur des communistes. Le baril bas ferait « *beaucoup moins d'argent pour les Soviétiques* », lui explique Caspar Weinberger, le patron du Pentagone.

A partir d'octobre 1985, huit mois après la visite du roi Fahd aux Etats-Unis, les Saoudiens augmentent fortement leur production. Le reste des pays de l'OPEP est obligé de suivre. Le prix du pétrole s'effondre et atteint un point bas de... 7 dollars, en 1986. C'est le contre-choc pétrolier. A la brève exception de la guerre du Golfe en 1991, il restera à des prix planchers pendant deux décennies. Pour le Moyen-Orient, le réveil est douloureux. « *La désillusion a été très forte*, souligne M. Pétriat. *L'austérité arrive. Il faut désormais attendre plusieurs heures pour se faire soigner dans les hôpitaux, des scandales de corruption éclatent un peu partout...* » Les revenus des pays de l'OPEP sont divisés par trois entre 1980 et 1987. Déjà, les premiers débats sur la fin du pétrole apparaissent. « *Les jours de l'abondance sont passés et ils ne reviendront jamais* », annonce le futur roi saoudien Abdallah. Cette période est celle où grandissent la plupart des dirigeants arabes actuellement en place, souligne M. Pétriat : « *MBS [Mohammed Ben Salman Al Saoud, le prince héritier saoudien] a été façonné par le contre-choc. Il n'a jamais considéré le pétrole comme fiable.* » Tout son programme de diversification économique trouve ses racines dans cette période.

2008, troisième choc pétrolier : le baril à 147 dollars, un record

Fatih Birol est l'incontournable grand prêtre de l'Agence internationale de l'énergie, installée à Paris. Cet économiste turc, qui y travaille depuis 1995, connaît par cœur toutes les grandes tendances de l'énergie. Dès lors, sa prédiction en 2005 est écoutée avec grande attention : le pic de production mondiale de pétrole hors OPEP est prévu pour « *juste après 2010* ». La fin de l'or noir approche... Le constat semble implacable. Tous les bassins développés après les deux chocs pétroliers s'épuisent, à commencer par celui de la mer du Nord. Preuve de l'acuité de sa vision, les prix partent à la hausse. En dollars d'aujourd'hui (corrigés de l'inflation), ils repassent au-dessus de 100 dollars le baril en 2005, 120 dollars en 2007, 150 dollars début 2008.

D'autant que la consommation mondiale d'or noir poursuit sa hausse inexorable. Si elle a baissé en Europe (en France, elle demeure alors un cinquième sous son pic de 1973), elle augmente aux Etats-Unis depuis le milieu des années 1990, et, surtout, l'Asie a pris le relais. En Chine, elle double entre 1997 et 2007. Les marchés s'emballent. Le pic absolu de l'or noir, qui demeure un record, est atteint le 3 juillet 2007, à 147 dollars (plus de 200 dollars d'aujourd'hui). C'est la goutte de trop. L'inflation fait son retour. Les banques centrales sont obligées d'augmenter leurs taux d'intérêt pour freiner l'emballement des prix.

« *C'est ce qui perce la bulle* », constate M. Auzanneau. La hausse des taux d'intérêt est une catastrophe pour le marché immobilier américain et pour les banques qui ont multiplié les fameux « subprimes », ces crédits accordés à des ménages peu solvables. Le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brothers fait faillite. La plus grave crise financière depuis 1929 vient d'éclater. Le prix du pétrole n'en est pas la cause, mais il a servi de déclencheur. Avec la récession qui balaie tout sur son passage, le baril s'effondre à 40 dollars en décembre. Mais il rebondit en moins d'un an et revient au-dessus des 100 dollars (corrigés de l'inflation). Il y restera jusqu'en 2014. A ce prix, exploiter le pétrole de schiste américain devient rentable. Il faut perforer la roche, forer horizontalement, utiliser un mélange d'eau sous très haute pression avec des cocktails de produits chimiques : c'est la fracturation hydraulique. C'est tellement cher que, jusque-là, les majors du pétrole n'y croyaient pas vraiment. La révolution énergétique est menée par de petites entreprises, qui accumuleront longtemps les pertes. Mais elles réussissent : le monde du pétrole bascule à nouveau. Quatre décennies après leur pic de pétrole conventionnel, les Etats-Unis redeviennent exportateurs nets de pétrole. La limite est repoussée, l'addiction demeure.

En 2013, un ancien ingénieur de BP, Richard G. Miller, donne un cours à des étudiants à Londres. D'une phrase à la fois cynique et lucide, il résume la situation : « *On est comme des rats de laboratoire qui ont mangé tous leurs corn flakes et découvrent qu'ils peuvent aussi manger la boîte en carton.* »